



Promotion de l'art plastique :
2e Edition des rencontres
internationales de peinture
de Ouagadougou du 16 au 22
juillet 2016. P.5



Conseil de l'Entente:
Le Président togolais Faure
Essozimna GNASSINGBE
désigné nouveau Président en
exercice de la conférence des
chefs d'Etat. P. 6

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°86 du vendredi 15 juillet 2016 / Tél: +226 76 60 97 21/+226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Formation

■ Jobs Campus. P.11

■ Activités du Gouvernement. P.7

Le Plateau-Central forme ses jeunes sur le civisme et le patriotisme

Région du Plateau-Central



De gauche à droite le représentant du maire de Zorgho Monsieur KABORE Saidou, Monsieur Robert ZOUNGRANA Haut-commissaire du Ganzourgou, Monsieur SOME S. Sévérin Secrétaire Général de la région du Plateau-central exécutant l'hymne nationale au début de la cérémonie.

des jeunes et de la culture de Zorgho.

Après les étapes de Gaoua, Tenkodogo, Dédougou, Manga et Ouahigouya l'honneur échoit à la région du Plateau-Central de former pendant cinq jours, trois cent jeunes de la région sur des thèmes pertinents pour le développement de notre Faso.

Pour Monsieur BAMONI Babou représentant du Directeur général du service National pour le Développement (SND), l'objectif est d'inculquer à la jeunesse certaines valeurs civiques et morales en lui rappelant les fondamentaux de ce qui fait la force de la république. Ce combat que le SND mène depuis 2002, en allant vers la jeunesse du Burkina pour des séances d'information, d'éducation et de sensibilisation afin qu'elle prenne conscience et puisse assumer son rôle dans les efforts de développement de la Nation. Pour Monsieur BAMONI, pour être en phase avec les réalités socio-économiques et sécuritaires du moment, des innovations majeures ont été apportées cette année au contenu de la formation.

Suite page 2.

Le secrétaire général de la région du plateau central a présidé le lundi 11 juillet la cérémonie officielle de lancement de la formation de plus de trois cent jeunes de la région sur le civisme et le patriotisme. La cérémonie a eu lieu à la maison

ESPACE RÉSERVÉ POUR VOS ANNONCES

+226 72 08 03 03



Suite page 1.

Au-delà donc des modules traditionnels sur la démocratie, le civisme, la connaissance des institutions de l'Etat, le genre ou encore l'écocitoyenneté, les jeunes auront des connaissances sur la sécurité, la corruption et le patrimoine. Il a émis des souhaits à savoir :

- le remplissage des centres de formation de LOUMBILA et BADALA construites à cet effet.

- l'assimilation par les jeunes au sortir de la session des notions reçues et leur mise en œuvre effective.

Pour Monsieur SOME S Séverin, Secrétaire Général de la région du Plateau Central représentant Madame le Gouverneur de la région, il n'est un secret pour personne que la jeunesse du pays des hommes intègres constitue un atout majeur pour son devenir. Elle est nombreuse et riche de potentialités, dynamique et ambitieuse, conquérante et inventive. Pour lui former la jeunesse sur le patriotisme est simplement l'orienter afin qu'elle soit une jeunesse plus responsable et mieux engagée. Il renchérit en disant qu'aujourd'hui avec un peu de recul,

on se rend compte que le Burkina après tout ce qu'il a connu comme bouleversements, a besoin de se refaire, de se positionner et de s'affirmer en tant que pays civilisé conscient des défis à relever.

A l'endroit des jeunes, il pense que le patriotisme implique tout le monde quel que soit le statut de la personne, sa provenance, ses capacités. Chacun doit mériter son appartenance au Burkina et faire en sorte que ses faits, gestes, pensées ou méditations impactent positivement le développement du pays des hommes intègres dans son entièreté. En effet pour Monsieur SOME que tu sois agriculteur dans ton champ, élève ou étudiant, ouvrier sur ton chantier, instituteur dans ta classe, médecin ou infirmière à l'hôpital, chercheur dans un laboratoire, fonctionnaire dans ton bureau, commerçant dans ta boutique, mécanicien dans ton atelier ou ton garage, balayeur à ton lieu de travail, transporteur aux commandes de ton engin, etc, chacun doit aimer ce qu'il fait et œuvrer par ses actes à s'assumer à

être utile aux autres et au pays entier.

Il a interpellé les jeunes de la région à apporter leur pierre au développement de la région et partant du Burkina Faso. Il les a exhortés à accorder l'attention qui sied aux thèmes qui seront développés au cours de cette session et qui contribueront à l'éveil de la conscience citoyenne pour plus d'engagement dans les activités sociales, politique et économique tant locales que nationales.

A l'endroit du DG du SND, il saisit l'opportunité pour le féliciter et l'encouragé à persévérer dans les actions en faveur de la jeunesse. Il a salué la pertinence des innovations apportées dans les modules dispensés aux jeunes notamment les questions de sécurité, de lutte contre la corruption et de la promotion du patrimoine culturel national qui constituent de nos jours des préoccupations réelles nécessitant l'implication de tous les citoyens y compris les jeunes.

Albert Tarpaga pour SCI



Conseil pratique de la Gendarmerie Nationale: les cas suspects dans votre environnement à déclarer

1er cas suspect

: un individu que vous n'avez jamais vu dans votre environnement et qui semble vouloir être discret, est suspect...

Demandez lui ce qu'il veut ou vérifiez avec au moins un de vos voisins pour vous rassurer qu'il est connu par au moins une personne.

Si vous ne pouvez vérifier, identifiez son moyen de déplacement (marque, plaque d'immatriculation...) et observez-le. Est-il seul ? Connaissez-vous au moins un de ses accompagnants ? Retenez leurs caractéristiques physiques.

Si vous constatez qu'il est armé, alertez la Police ou la Gendarmerie. (numéros d'urgence : le 16, le 17 et le 1010 plus les numéros des brigades et des Commissariats les plus proches).

GN-Burkina Faso/Communication de la GN avec la population



Formation professionnel et emploi Un salon pour faire découvrir les métiers au Burkina

Région du Centre



Le directeur du Salon, Faozane KABRE au milieu.

Dans le but de faire découvrir les métiers existant au Burkina aux élèves et aux étudiants, les responsables de Leaders Consulting Africa organisent un salon dénommé Salon

métiers d'Afrique (SIFMA).

Au cours d'une conférence de presse ce jeudi 14 juillet 2016, ils ont donné plus de détails sur le déroulement de ce salon.

tional de la formation et des métiers d'Afrique (SIFMA) qui était le seul point inscrit à l'ordre du jour de cette conférence de presse. Selon le directeur du salon, Faozane KABRE, « le SIFMA se veut une opportunité pour les jeunes de se rendre à l'évidence de métiers existants dans notre pays en vue d'envisager le choix de leur carrière professionnelle en connaissance de cause et en toute sérénité ».

Pour les initiateurs, il y'a des métiers porteurs qui existent, qui peuvent être exercés par des jeunes, mais par manque de vitrine d'exposition ou d'information sur ces métiers, ils sont perçus comme dévalorisants et non intéressants. Ils estiment pourtant que ces métiers sont pourvoyeurs de revenus conséquents pouvant permettre à ces jeunes de vivre dignement. C'est suite donc à ce constat que le salon a été initié.

Il va réunir les élèves, étudiants et parents d'élèves d'une part et d'autre part les établissements et écoles de formation professionnels, les entreprises privées et publiques.

C'est un salon qui sera marqué par des expositions diverses et des démonstrations sur les bien fondés des différents métiers qui existent au Burkina. Les organisateurs bénéficient du soutien des autorités burkinabè et le salon sera parrainé Maître Halidou Ouedraogo.



Journalistes présents à la conférence de presse.

international de la formation et des

C'est l'organisation du Salon interna-

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





ISC-BOBO

Ecole Supérieure des Sciences et Technologies

Les bacheliers sont informés de l'ouverture des inscriptions en 1^{ère} et 2^{ème} année dans les filières suivantes :

- 1. Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie, option :**
 - Infrastructures Hydrauliques
 - Eau et Assainissement
 - Génie Electrique et Energétique
 - Génie Civil
- 2. Banque et Microfinance, option :**
 - Banque
 - Microfinance
 - Assurance
- 3. Génie Informatique, option :**
 - Système d'Informations et Réseaux
 - Réseaux Informatique et Télécommunication
- 4. Gestion des ONG et des Associations, option :**
 - Gestion et Organisation des Entreprises
 - Gestion des Projets
 - Gestion des ONG
 - Gestion des Associations
- 5. Autres filières disponibles**
 - Marketing
 - Transport logistique
 - Finance-Comptabilité
 - Communication

Situé au centre de la ville de Bobo, Avenue Guillaume Ouédraogo/Immeuble Sanga Mady 1^{er} et 2^{ème} étage

01 BP 2530 Bobo-Dioulasso 01

Tél : +226 72 07 09 09 / +226 20 95 47 46 / +226 72 08 03 03 / +226 70 01 05 05 / +226 77 20 00 26 / Email : isc@iscbobo.com / Site WEB : www.iscbobo.com



Promotion de l'art plastique 2eme Edition des rencontres internationales de peinture de Ouagadougou du 16 au 22 juillet 2016

Région du Centre



Lors des RIPO, « différents thèmes seront développés autour des questions liées à la professionnalisation de la filière et aux marchés de l'art contemporain africain », a indiqué la promotrice, Suzanne Ouédraogo.

L'association pour la promotion des arts plastiques (APAP), en prélude à la 2ème édition des Rencontres internationales de peinture de Ouagadougou (RIPO) a procédé le lundi 11 juillet 2016 à Ouagadougou au lancement officiel du site web du RIPO en présence du ministre en charge de la communication, Rémis Fulgence Dandjinou.

Le www.ripo.bf est le site officiel des Rencontres internationales de peinture de Ouagadougou. Il abrite toutes les informations sur la 2ème édition des RIPO. Ce sont entre autres ses différentes activités, le compte à rebours du jour J, les artistes invités, l'actualité. Pour le ministre en charge de la communication, Rémis Fulgence Dandjinou, ce site jouera un rôle dans la promotion et la valorisation des ex-

pressions culturelles du Burkina Faso pour lui, ce site deviendra, à travers le monde, la base de l'expansion des arts et de la culture burkinabè. « C'est une chance inouïe pour la promotion des arts plastiques que sont la peinture, la sculpture, la photographie, les dessins... », A-t-il ajouté.

En effet, du 16 au 22 juillet 2016 se tiendra la 2ème édition des RIPO sous le thème "contribution de l'art contemporain face aux questionnements des équilibres mondiaux" à la Maison du peuple, à Ouagadougou. A cette occasion, il y aura des expositions en off au centre Naanego qui abrite le siège des RIPO, situé à Bilbalogho, ex-secteur 2, au centre Nampambéogo, et au centre Loukaré. Selon les organisateurs des RIPO, ce rendez-vous 2016 va regrouper des

professionnels d'Afrique, d'Asie, d'Amérique, d'Europe et du Moyen-Orient autour d'une exposition internationale, d'un atelier professionnel, d'une conférence internationale et des tables rondes. « Cette rencontre devra constituer le cadre idéal de raffermissement des liens interprofessionnels mais aussi de découvertes de nouveaux talents », a indiqué la promotrice des RIPO, Suzanne Ouédraogo. Comme innovation pour cette 2ème édition, 5 prix seront décernés dont 3 prix principaux, 2 prix d'encouragement et des reconnaissances officielles. La 2ème édition des RIPO se fera sous le parrainage de l'ambassadeur du Maroc au Burkina, Farhat Bouazza et le patronage du ministre en charge de l'art, Tahirou Barry.

En rappel, la 1ère édition des RIPO a eu lieu en 2006. Ce long silence avant la tenue de la 2ème édition réside en partie dans « les difficultés de financement et une situation sociopolitique nationale difficile ». Les organisateurs nous ont rassurés sur la pérennité et la régularité de l'évènement à partir de cette édition. Les RIPO se dérouleront tous les 2 ans.

Les RIPO sont une initiative de l'Association pour la promotion des arts plastiques (APAP). Cette association a pour objectif de promouvoir les arts plastiques et d'inciter les jeunes garçons et filles à s'intéresser à la peinture et aux métiers liés à l'art plastique.

Bernadette DEMBELE pour SCI



Conseil de l'Entente

Le Président togolais Faure Essozimna GNASSINGBE désigné nouveau Président en exercice de la conférence des chefs d'Etat

Niger



S.E.M.Faure Essozimna GNASSINGBE, Président du Conseil de l'Entente.

La clôture de la 3e conférence des Chefs d'Etat du Conseil de l'Entente est intervenue dans l'après-midi du 11 juillet 2016 à Niamey.

Parmi les conclusions auxquelles sont parvenus les chefs d'Etat, la désignation à l'unanimité du Président de la République togolaise comme Président en exercice du Conseil de l'Entente pour une période de deux ans.

A l'issue de sa désignation, le Président togolais a remercié ses pairs pour la confiance placée au Togo à travers sa modeste personne. Il a aussi remercié le Président Mahamadou ISSOUFOU qui a passé trois ans à la tête de l'organisation. Le Président GNASSINGBE est convaincu que le Conseil

de l'Entente est un outil de proximité. « Nos peuples se connaissent et se fréquentent et cette proximité sera mise au service de notre organisation. Je suis confiant que les Présidents ISSOUFOU, OUATTARA et mes « jeunes frères » Roch Marc Christian KABORE et Patrice TALON m'aideront à accomplir la lourde tâche qui m'a été confiée. Nous ferons en sorte que les années de léthargie soient oubliées. Le Conseil de l'Entente est sur la bonne voie et nous gagnerons à avoir plus de visibilité », a déclaré le nouveau Président en exercice de la conférence des chefs d'Etat du Conseil de l'Entente.

Les chefs d'Etat ont également décidé de reconduire à son poste le Secré-

taire exécutif du Conseil de l'Entente, Monsieur Patrice KOUAME et nommer Monsieur Abdoulaye MAHAMADOU comme Secrétaire exécutif adjoint.

Les chefs d'Etat ont aussi estimé que le Conseil de l'Entente rénové constitue aujourd'hui une zone de droit, de démocratie avérée, de croissance économique et de paix appréciables.

Aux fins de renforcer cette dynamique démocratique et économique, la conférence a pris plusieurs autres décisions : l'adoption de l'Indice MO Ibrahim de la gouvernance en Afrique pour l'évaluation annuelle de la gouvernance politique et sécuritaire des Etats membres, l'institution d'une réunion annuelle des ministres en charge de la sécurité et la décentralisation des frontières, l'adoption de l'indice de Développement humain du PNUD et de l'Indice de GINI sur le degré et la répartition des revenus par le Conseil de l'Entente comme indicateurs de gouvernance socio-économique.

Le prochain sommet des chefs d'Etat du Conseil de l'Entente aura lieu à Lomé à une date à déterminer.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

EMPLOI

Trouvez chaque jour vos avis de recrutement nationaux et internationaux sur:

www.jobs-campus.com





Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience le Premier ministre de la Guinée Bissau, Monsieur Baciro DJA

Région du Centre



Le président du Faso, S.E.M Roch March Christian KABORE a reçu le Premier Ministre Baciro DJA de la Guinée Bissau.

« Nous remercions le Burkina Faso pour le comportement exemplaire de ses troupes en Guinée Bissau », a déclaré le Premier ministre de la Guinée Bissau.

Le Président du Faso, S.E.M. Roch Marc Christian KABORE, a reçu en audience le Premier ministre de la Guinée Bissau, Monsieur Baciro DJA en début d'après-midi du mardi 12 juillet 2016. Le chef du gouvernement Bissau guinéen dit être porteur d'un message du Président José Mario VAZ à son homologue burkinabé.

A l'issue de l'audience, Monsieur Baciro DJA a confié à la presse l'objet de sa visite en ces termes : « Nous sommes venus rendre visite à Son Excellence Monsieur le Président du Burkina Faso en tant que Premier ministre de la Guinée Bissau, chef de gouvernement. Nous sommes porteurs d'un message de Son Excellence Monsieur le Président de la République de Guinée Bissau José Mario VAZ à son frère, surtout pour lui demander un appui politique à la situation de Guinée Bissau ».

Monsieur Baciro DJA a confié avoir bénéficié d'une oreille attentive de la part du Président du Faso. « Le Président nous a donné beaucoup de conseils. Surtout pour un pays qui sort de crise, il faut toujours privilégier le dialogue, rassembler les Bissau Guinéens, même les personnes qui ne sont pas d'accord avec nous. J'ai demandé au Président, comme le Burkina Faso a beaucoup d'expertises au niveau de l'agriculture et de l'élevage, de nous donner un peu d'expérience en la matière, surtout au niveau de la formation. Le Président a pris l'engagement d'appuyer et de continuer de donner son savoir-faire et son expérience politique à la Guinée Bissau. Il a dit que notre communauté s'est fondée sur la base de la solidarité et il ne manque pas de solidarité avec le peuple Bissau guinéen qui a beaucoup souffert. C'est ainsi que nous estimons que la rencontre s'est bien passée avec Monsieur le Président », a indiqué le chef du gouvernement de la Guinée Bissau. Répondant à une question relative aux mobiles économiques de son périple à travers l'espace ouest-africain, Monsieur Baciro DJA a dit que « la Guinée

Bissau est dans une situation économique difficile parce que les gouvernements n'ont pas pu bien gérer les économies et les finances. Nous pouvons privilégier le dialogue mais nous ne pouvons pas cautionner l'impunité. Le Président du Faso nous a conseillé de voir avec l'UEMOA pour qu'elle nous donne un appui économique. Compte tenu de la situation que traverse le Burkina Faso, on a demandé un appui au niveau des semences agricoles. Le Président a promis de nous appuyer au niveau de la formation parce que le Burkina Faso dispose de beaucoup d'expériences au niveau de la formation. J'ai pensé à des stages pour nos fonctionnaires ».

A la question de savoir si l'entretien avec Roch Marc Christian KABORE a également abordé le volet maintien de la paix dans son pays, le Premier ministre Bissau guinéen a exprimé toute sa satisfaction et son souhait de voir se poursuivre la mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau (ECOMIB). « Nous sommes très contents de l'ECOMIB. Il y a beaucoup de troupes burkinabè en Guinée Bissau pour maintenir la paix et la stabilité, protéger les personnalités et les institutions de notre pays. A la dernière conférence des Chefs d'Etat de l'UEMOA et de la CEDEAO, il est ressorti des discussions que la mission de l'ECOMIG allait se poursuivre. Nous devons remercier le peuple et les autorités burkinabè pour le comportement exemplaire de ses troupes en Guinée Bissau ».

La Direction de la Communication de la
Présidence du Faso



Connectivité internet au Burkina Le Grand Duché du Luxembourg propose une liaison satellitaire pour révolutionner



La table d'échanges entre le Premier Ministre du Burkina Faso et les Opérateurs du Luxembourg.

C'est une société Luxembourgeoise spécialisée dans le domaine de Technologies de l'Information et de la Communication qui propose ses services aux autorités burkinabè.

Il s'agit d'un projet visant par des moyens satellitaire, à amener de l'internet haut débit au Burkina Faso et plus particulièrement, à étendre le réseau informatique de l'Etat par des moyens satellitaire selon le chargé d'affaire de l'ambassade du Luxembourg au Burkina à l'issue de la réunion. Ce projet de l'avis de Georges

TERNES devrait aider le pays à gagner du temps et des ressources, mais aussi, donner une sécurisation du réseau par des liaisons satellitaires. L'offre est perçue comme une opportunité selon le chargé d'affaire, pour qui, un pays enclaver comme le Burkina a besoin d'augmenter le débit de son réseau, ce qui pourrait également aider l'administration dans sa volonté de modernisation.

Le gouvernement burkinabè est déjà dans cette dynamique avec un projet similaire de construction d'un Back-

Boon mais la partie Luxembourg se estime qu'avant la finalisation de ce Back-Boon, la liaison satellitaire qu'elle propose pourrait être une solution, et les deux systèmes pourraient même être exploités à terme, de façon complémentaire. Le projet selon le chef de la délégation est actuellement en phase finale de discussion. Le document est prêt et la signature de la convention pourrait intervenir dans les semaines à venir a-t-il dit bien naturellement si les autorités burkinabè marquent leur accord. Il va se dérouler sur 27 mois et l'un de ces avantages est que, sur les 45 provinces du Burkina, 29 auront un réseau de connectivité plus élevées à ce qui existe aujourd'hui soutien Georges TERNEs. Sa réalisation va coûter à peu près 13 milliards de FCFA qui seront supporter par la coopération luxembourgeoise et à l'Etat burkinabè.

C'est depuis 2014, que cette proposition avait été faite au Burkina. Les démarches étaient bien avancées dans sa préparation lorsqu'il a été interrompu suite aux événements qu'a connus le Burkina.

Direction de la communication du premier ministère

Les conseils de la semaine par la Gendarmerie Nationale



Le rétroviseur est un outil fort précieux pour notre sécurité sur la route. Pour un dépassement ou pour changer de direction il est indispensable. Ensuite, lorsque vous rentrez chez vous, n'hésitez pas à y jeter régulièrement un coup d'œil (notamment au début et vers la fin de votre trajet). Vous saurez si une personne suspecte vous suit ou non.

□Attention□: ne vous précipitez pas vers votre domicile une fois que vous pensez être suivi. Cherchez plutôt un endroit public pour vous arrêter (observer vos poursuivants et alerter les Forces de l'ordre) ou à un Commissariat de Police ou une Brigade de Gendarmerie.



Activités du gouvernement

Visite de travail de 72 heures du Chef de la Diplomatie burkinabé en Côte d'Ivoire

Région du Centre



Le Ministre Alpha BARRY.

Sur invitation des autorités ivoiriennes, le Ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabé de l'Extérieur, SEM. Alpha BARRY, effectue du 12 au 14 juillet 2016, une visite de travail en République de Côte d'Ivoire.

Au cours de son séjour, le Chef de la Diplomatie burkinabé aura des entretiens avec les plus hautes personnalités

ivoiriennes, à savoir, le Président de la République, SEM. Alassane OUATTARA, le Premier ministre SEM. Daniel Kablan DUNCAN, le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité, Monsieur Ahmed BAKAYOKO, le Ministre des Affaires étrangères, SEM. Abdallah Albert Toikeusse MABRI et le Ministre de la Construction et de l'Urbanisme, Monsieur Mamadou SANOGO.

Au menu de l'agenda du Ministre Alpha BARRY, il est prévu une séance de travail entre les délégations des deux pays et une série de rencontres avec les responsables diplomatiques et consulaires du Burkina en Côte d'Ivoire, les membres de la communauté burkinabé vivant en Côte d'Ivoire dans ses différentes composantes socioprofessionnelles. Il s'agit des chefs et notabilités coutumières et religieuses, des opérateurs économiques, des associations et mouvements de jeunesse, des délégués consulaires et CSBE, etc.

Le Chef de la Diplomatie burkinabé mettra à profit cette visite de travail pour préparer la rencontre au sommet des deux Chefs d'Etat et de Gouvernement lors du prochain Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) qui se tiendra les 27, 28 et 29 juillet 2016 à Yamousokro, capitale de la Côte d'Ivoire.

Le Service Presse de l'Ambassade du Burkina Faso en Côte d'Ivoire

Le village artisanal de Ouagadougou a reçu la visite de son ministre

Région du Centre



Le Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, Stéphane SANOU.

Aussitôt rentré de Paris où il a conduit la délégation qui a animé un point de presse sur la prochaine édition du SIAO, le Ministre du Commerce, de l'industrie et de l'artisanat est allé cet après midi du 12 juillet rendre une visite d'encouragement aux artisans du Village Artisanal de Ouagadougou.

Une manière de galvaniser ces artisanes et artisans à la création de belles œuvres pour le SIAO 2016 qui aura lieu du 28 octobre au 06 novembre prochain. Le VAO au regard de la richesse des productions qui y sont mérité une visite surtout en cette période de vacances.



Avis de recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police

COMMUNIQUE N°2016-0023/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique :

Le public Burkinafè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de cinq (05) élèves Commissaires de Police au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de vingt-trois (23) ans au moins et de trente (30) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires d'un diplôme de Maîtrise ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Commissaires de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme de Maîtrise ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police.

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites et orale d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. La phase d'épreuves écrite et orale d'admissibilité consiste en :

Un test de niveau comprenant :

– une épreuve de dissertation sur un sujet de culture générale, notée sur 20, durée 3 heures, coefficient 2 ;

– une épreuve pratique d'informatique, notée sur 20, coefficient 1.

une épreuve orale sur un sujet de culture générale devant un jury, notée sur 20, coefficient 2.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives de présélection sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée, quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cents (100) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'Académie de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité de Commissaires de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,
Le Secrétaire Général
Abdoulaye OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre National

Avis de recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin

COMMUNIQUE N°2016-0024/MATDSI/CAB du 27 juin 2016

Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure communique :

Le public Burkinafè est informé de l'ouverture, au titre de l'année 2016 dans le centre unique de Ouagadougou, d'un concours direct pour le recrutement de mille cinq cent (1500) élèves Assistants de Police dont soixante-quinze (75) de sexe féminin, au profit de la Police Nationale.

I. Des conditions de participation

Peuvent prendre part audit concours, les burkinabè des deux (02) sexes, âgés de dix-huit (18) ans au moins et de vingt-cinq (25) ans au plus au 31 décembre 2016, titulaires du Brevet d'Etudes du Premier Cycle (BEPC) ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, ayant une taille d'au moins 1,70 mètre pour les candidats de sexe masculin et de 1,68 mètre pour les candidats de sexe féminin, jouissant de leurs droits civiques et remplissant les conditions d'aptitude physique et mentale exigées pour l'emploi dans le corps des Assistants de police.

Les personnes déjà admises à un concours et qui sont en formation dans une école professionnelle depuis plus d'un (01) mois ne sont pas autorisées à prendre part au présent concours.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions conformément aux textes en vigueur.

Les dossiers de candidature devront contenir les pièces suivantes :

une demande manuscrite, datée et signée du candidat, indiquant son adresse exacte, revêtue d'un timbre fiscal de deux cents (200) francs CFA, adressée à Monsieur le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure ;

une photocopie légalisée du certificat de nationalité burkinabè ;

une photocopie légalisée de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè (CNIB) en cours de validité ;

un extrait d'acte de naissance ou toutes autres pièces en tenant lieu ;

le bulletin n°3 du casier judiciaire en cours de validité ;

une photocopie légalisée du diplôme du BEPC ou l'attestation dudit diplôme en cours de validité, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent ;

un certificat médical attestant que le candidat jouit d'une acuité visuelle de 10/10 sans correction.

Les dossiers de candidature sont reçus aux jours, heures et lieux ci-après :

Période de réception : du 04 au 15 juillet 2016 ;

Jours de réception : du lundi au samedi ;

Heures de réception : de 08 heures à 14 heures ;

Lieu de réception : École Nationale de Police, Stade du 4 Août et stade Dr Issoufou Joseph Conombo (ex stade municipal de Ouagadougou).

Tout dossier incomplet sera purement et simplement rejeté.

II. De l'administration des épreuves

Le concours comporte deux (02) phases : une phase d'épreuves sportives de présélection et une phase d'épreuves écrites d'admissibilité.

1. Les épreuves sportives de présélection consistent en :

une course de 100 et 1000 mètres pour les candidats de sexe masculin, coefficient 2 ;

une course de 80 et 800 mètres pour les candidats de sexe féminin, coefficient 2.

2. Les épreuves écrites d'admissibilité consistent en un test de niveau qui comprend :

une épreuve de rédaction notée sur 20, durée une (01) heure, coefficient 2 ;

une épreuve d'étude de texte notée sur 20, durée deux (02) heures, coefficient 3.

Toute note inférieure à 07/20 est éliminatoire.

Les candidats sont informés que les épreuves sportives sont obligatoires et aucune dispense n'est acceptée quel qu'en soit le motif.

Les candidats sont par ailleurs informés que seuls les cinq mille (5000) premiers présélectionnés à l'issue des épreuves sportives seront retenus pour participer à la phase écrite d'admissibilité.

L'admission définitive n'est prononcée qu'après une visite médicale d'aptitude et une enquête de moralité.

III. Dispositions diverses

L'accès à la salle de composition par les candidats ainsi que leur participation aux épreuves sportives sont conditionnés par la présentation du récépissé d'inscription et de la carte nationale d'identité burkinabè ayant servi au dépôt du dossier ou une copie légalisée de ladite CNIB.

Les déclarations de perte de la Carte Nationale d'Identité Burkinabè ne sont pas acceptées.

Les candidats admis au présent concours seront placés en formation à l'École Nationale de Police pour une durée de deux (02) ans à l'issue de laquelle ils seront intégrés dans la Police Nationale en qualité d'Assistants de Police stagiaires.

Les lieux et dates de déroulement des épreuves sont fixés par note de service et rendus publics par communiqué.

Ouagadougou, le 27 juin 2016

Pour le Ministre d'Etat et par délégation,
Le Secrétaire Général
Abdoulaye OUEDRAOGO
Officier de l'Ordre National



Avis de recrutement

Poste: Chef de projet

Description

MISSION : Sous la supervision directe du coordinateur des programmes, il/ elle est chargée de la bonne mise en oeuvre du projet et appui technique des équipes et des partenaires dans le domaine des alternatives éducatives.

Description de la fonction :

Le/la Chef de Projet sur l'accès à l'éducation est une personne spécialiste en éducation et spécifiquement dans la mise en place et le fonctionnement des Alternatives Educatives reconnues par le gouvernement malien.

Il/Elle est responsable de l'exécution du projet, en termes techniques et financiers.

Il/Elle est responsable de la gestion des ressources du projet, dans le respect des procédures d'Educo et du bailleur de fonds.

Il/Elle s'assure de l'obtention des résultats prévus par le projet, en accord avec le budget approuvé.

Il/Elle sillonnera les 26 communes d'intervention de façon régulière à la demande ou en suivi d'un programme de tournée établi.

Il/Elle apportera son expertise en appui aux équipes terrain (Coordinateurs de Zone, Techniciens de Développement Communautaire, les équipes des ONGs locales partenaires de co-exécution du projet).

Il/Elle fera partie de l'équipe de coordination des programmes de la délégation Mali

Ville Affecté au bureau de Ségou avec de nombreux déplacements à Bamako, Markala, Macina et Farako

Expérience

-Bac+4 ans lié à la thématique de l'éducation.

-Au minimum 7 années d'expérience dans le milieu associative dans le domaine de l'éducation.

-Avoir une expériences pertinente d'au moins 5 ans dans la mise en oeuvre des alternatives éducatives du Mali.

-Avoir déjà travaillé au sein d'un consortium d'ONG locales et internationales.

-Avoir déjà géré un projet d'éducation sur fond bailleur.

Langues parlées

-Maîtrise du français et des langues locales (Bambara), lu, écrit, parlé.

Qualité du candidat

- Avoir des bonnes capacités rédactionnelles.
 - Maîtrise des outils informatiques (world et excel) pour la redaction des rapports et PPT.
- Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Animation, Formation, Education

Localisation(s) géographique(s) Afrique, Mali

Contrat CDD

Durée du contrat

Contrat sous legislation locale.

CDD de 1 an et possibilité d'évoluer vers un CDI.

Disponibilité immédiate.

Documents à envoyer

Merci de mentionner le nom du poste: Mali- Chef de projet-CoordSud

Pour être évaluée, votre candidature devra obligatoirement contenir:

- Votre Curriculum Vitae actualisé.
- Une lettre de motivation.
- Un scan du diplôme le plus élevé.
- Les cordonnées d'au moins deux personnes de référence de vos employeurs précédents.
- Un casier judiciaire en cours de validité (n'est obligatoire qu'une fois retenu au poste).

Protection des enfants

En tant qu'organisation qui travaille avec les enfants et les adolescents, Educo a l'obligation morale et la responsabilité de favoriser une culture du bon traitement et de garantir la sécurité et la protection de tous les enfants et adolescents qui se trouvent sous sa responsabilité.

La prevention et la protection de tout type de violence physique, psychologique ou sexuelle, intentionnelle ou pas, sont les piliers sur lesquels se base notre organisation. Par conséquent, toute personne rattaché à notre organisation doit connaître, respecter et signer notre Code de Conduite envers les enfants et les adolescents.

Email de la personne contact cv.mali@educo.org

Date de fin de validité 22/07/2016



Avis de recrutement

Poste: Academy Centre Director - Leadership Academy humanitaire

Description

Nous sommes à la recherche d'une instinctive, stratégique, penseur et leader de nous rejoindre en tant Academy Directeur du Centre d' assurer un service de premier plan du secteur pour répondre aux besoins d'apprentissage humanitaires au Bangladesh.

Vous serez chargé de diriger l'ensemble global et la mise en œuvre de l'Académie Centre du Bangladesh et de la prestation de son apprentissage et son portefeuille de développement professionnel, en grande partie grâce à l'engagement approfondi avec les fournisseurs et les partenaires nationaux d'apprentissage.

La mission de l'Académie Leadership humanitaire est de permettre aux gens du monde entier de se préparer et réagir aux crises dans leur propre pays.

L'Académie travaille avec le secteur humanitaire et de nouveaux partenaires de l'industrie de la technologie, le secteur privé et les universités pour aider les communautés à devenir plus résilientes face aux catastrophes et leur donner la formation et les compétences nécessaires pour répondre aux crises dans leur propre pays.

Dans ce poste charnière vous rapportez au chef de la direction de l'Académie Leadership humanitaire et être responsable d'un budget d'environ £ 1m. Vous dirigerez la phase de démarrage, de diriger la mise en place des structures juridiques et commerciales et diriger le développement des mécanismes de gouvernance initiaux pour le Centre Bangladesh. Vous serez également responsable de la direction stratégique du Centre Bangladesh, leader sur le développement et la mise en œuvre des priorités stratégiques terme annuels et à long et des plans d'affaires pour le Centre Academy. La gestion de nos opérations, vous sera en outre:

Assurer la conception, les ressources, la promotion et des partenariats de base des services du Centre Academy sont efficaces pour permettre à l'Académie et de ses partenaires d'exécution pour atteindre le nombre et la qualité des programmes offerts et les individus atteint la cible

Recruter, encadrer et diriger l'équipe Bangladesh Academy Centre, montrant une attention particulière au développement professionnel

Diriger l'expansion de la présence et les activités de l'Académie au Bangladesh, en fonction des besoins, les opportunités et la demande, par la construction d'un solide réseau de partenaires

Gérer et promouvoir le développement et la mise en œuvre d'un portefeuille de services de l'Académie, des produits, des outils, des plates-formes et d'autres interven-

tions, en coordination avec le GAO et d'autres centres de l'Académie.

Vérifiez que les activités et services du Centre au Bangladesh sont alignés avec le meilleur de ce qui se passe dans le domaine de l'apprentissage et le développement au Bangladesh et au-delà

Plomb sur la formation et la gestion des partenariats régionaux et nationaux avec des intervenants clés au Bangladesh et dans la région Asie du Sud plus large, afin d'améliorer la capacité du Centre de fournir, orientées vers les besoins des produits et des services de l'Académie de collaboration de haute qualité et

Développer une approche stratégique à long terme pour la viabilité de l'Académie Centre Bangladesh

Identifier de nouvelles opportunités de développement des affaires au sein du marché, l'établissement et la promotion du Centre Bangladesh.

Pour réussir, vous serez à l'aise en anglais et Bangladeshi avec le droit de travailler au Bangladesh, mais aussi une volonté de se rendre dans des environnements précaires pour de courtes périodes de temps. Vous aurez une expérience avérée de mener une opération importante, complexe prestation de services et l'élaboration de plans opérationnels multi-niveaux. Avec une compréhension en profondeur du Bangladesh et de la région Asie du Sud plus, vous aurez également la connaissance et la compréhension des enjeux du développement professionnel dans le secteur humanitaire robuste. En outre, vous aurez:

Solide stratégique, l'expérience de développement des affaires à une échelle comparable (de préférence pour une entreprise de démarrage)

Expérience de développer et diriger des partenariats productifs avec des organisations, réseaux, organismes de financement et les entreprises

le budget précédent et à la gestion financière d'au moins 1m £

Des niveaux élevés de résilience personnelle pour diriger une équipe à travers le changement et les défis

Une approche entrepreneuriale avec confiance et l'intelligence de contester la pensée conventionnelle et les méthodes de travail.

compétences de représentation et de communication solides

Passion et de l'énergie pour travailler à la poursuite de la transformation de la réponse humanitaire à l'échelle mondiale. En outre, il serait souhaitable d'avoir:

L'expérience dans la conception, le développement, la mise en œuvre

Suite page 13.



Suite page 12.

et l'évaluation des programmes humanitaires et / ou de développement avec des composants de renforcement des capacités

L'exposition à une organisation en croissance rapide et solide compréhension des risques et opportunités associés

Une expérience prouvée d'entrer dans les initiatives larges du secteur, le développement de relations solides, en collaboration avec les groupes multi-intervenants / partenariats BA / BS ou au-dessus

expérience de leadership important dans une administration des affaires, comptabilité, ressources humaines ou de l'économie

Expérience avérée de la piste des principaux interventions de développement organisationnel dans un contexte d'apprentissage et de développement, et de préférence le développement et le maintien de normes de qualité

Expérience significative de représenter les organisations de l'extérieur et la capacité de défendre des idées de vente et de l'influence à un niveau élevé

Bonne connaissance et de la compréhension de la façon dont l'évolution des technologies a un impact sur l'apprentissage et le développement aux niveaux local et mondial

L'expérience de l'utilisation de nouvelles technologies pour améliorer la gestion des connaissances, l'apprentis-

sage organisationnel, le réseautage et l'apprentissage à distance.

Si vous partagez notre mission, sont passionnés par ce qui arrive et je crois fermement que vous pouvez contribuer alors rejoignez-nous et nous allons vous donner toutes les chances de réussir. Nous avons hâte d'avoir de tes nouvelles.

Date de clôture: Le 31 Juillet 2016

Pour appliquer s'il vous plaît visitez notre site Web.

Ville Dhaka, Bangladesh - jusqu'à 15% Voyage international

Langues parlées

Anglais et Bangladeshi

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Autre

Localisation(s) géographique(s) Asie, Bangladesh

Contrat CDD

Durée du contrat

24 mois Contrat à durée déterminée

Salaire / Indemnité

Circa BDT 3.518.634 par an brut ainsi que d'excellentes prestations

Postuler en ligne <https://jobs.savethechildren.org.uk/vacancy/academy-centre-director-2604/2630/description/>

Date de fin de validité 31/07/2016



Avis de recrutement

Poste: Contrôleur/se de gestion International

Description

Descriptif du poste :

Elle/il est chargé/e d'assurer la mise en place, le développement, la continuité, l'évolution, l'évaluation des actions liées à une thématique spécifique.

Missions générales :

Dans le cadre de cette/ces thématique/s,

Assure la mise en place, le développement et le suivi du réseau de partenaires

Anime l'équipe d'intervenants de AIDES (volontaires et/ou salariés).

Supervise la préparation, le déroulement et la réalisation des activités liées à sa/ses thématique/s

Chargé/e de l'évaluation de sa thématique; mise en place et renseignement des indicateurs permanents d'activité, élaboration de propositions d'évolution.

Présente son action dans le cadre des temps de rencontre collectifs internes ou externes de l'équipe et contribue à la réflexion collective sur l'évolution générale des actions de AIDES.

Chargé/e de la rédaction des rapports d'étape et d'activité liés à sa thématique ainsi que de l'élaboration des fiches

action.

Chargé/e du suivi budgétaire des actions notamment la préparation des budgets prévisionnels, l'élaboration et le suivi des demandes de financement.

Missions spécifiques :

Pour le TA International

Elaboration des budgets annuels des comptes d'emploi, clôture, projection,

Suivi budgétaire, respect des conventions, avenants, respect des échéances, contrôle de l'affectation des financements par projet, contrôle des codifications analytiques

Appui à la réalisation des rapports financiers pour les financeurs

Suivi de la trésorerie liée aux financements,

Veille à l'application des procédures comptables et financières (ainsi qu'à l'application uniforme des outils harmonisés sur l'ensemble du réseau),

Participe à la mise à jour des procédures comptables et financières,

Elaboration des budgets annuels des comptes d'emploi, clôture, projection,

Elaboration des tableaux de bord trimestriels

Suite page 14.

Suite page 13.

Pour le TA de la Région Caraïbes

Elaboration des budgets annuels des comptes d'emploi, clôture, projection,

Suivi budgétaire, respect des conventions, avenants, respect des échéances, contrôle de l'affectation des financements par projet, contrôle des codifications analytiques

Appui à la réalisation des rapports financiers pour les financeurs

Suivi de la trésorerie liée aux financements,

Veille à l'application des procédures comptables et financières (ainsi qu'à l'application uniforme des outils harmonisés sur l'ensemble du réseau),

Participe à la mise à jour des procédures comptables et financières,

Montage de budgets pluriannuels des TA en lien avec les orientations stratégiques de AIDES,

Préparer les éléments financiers d'aide à la décision dans le cadre des réunions des instances politiques locales (conseil de région) : sensibilisation / formation / conseil les coordinateurs de TA et les élus locaux.

Elaboration des tableaux de bord trimestriels

Pour les ESMS

Elaboration des budgets prévisionnels et des comptes administratifs des ESMS (Octobre et Avril)

Applique les réglementations et procédures spécifiques aux ESMS en lien avec le service comptabilité et les coordinateurs

Elaboration des tableaux de bord trimestriels

Ville Pantin

Expérience

-Formation ou expérience en contrôle de gestion (minimum 3 ans)

-Expérience similaire de gestion de projets internationaux et connaissance des exigences liées aux financements publics, privés et internationaux

-Maîtrise avancée de Excel

-Capacité à développer des outils (type tableau de bord, outils de suivi) sur son champ de compétence

Langues parlées

Français et connaissances de base en anglais

Qualité du candidat

-Rigueur, sens de l'organisation

-Aisance relationnelle

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Economie, Finance, Administration, Santé

Localisation(s) géographique(s) Europe, France

Contrat CDI

Durée du contrat

Contrat à durée indéterminée CDI à temps plein

Salaire / Indemnité

2500 euros brut

Documents à envoyer

Curriculum vitae

Lettre de motivation

Une lettre de recommandation serait un plus (mais pas indispensable)

Nom de la personne contact

Sandra GIRAUDEAU

Directrice Administrative et Financière

Email de la personne contact sgiraudeau@aides.org

Date de fin de validité 12/11/2016



Avis de recrutement

Poste: Conseiller technique expatrié – Programme d'extension de la couverture maladie au Secteur informel et indépendant en milieu urbain – Madagascar

Description

Sur financement de l'Agence Française de Développement dans le cadre du Programme d'Appui Conjoint au Secteur de la Santé (PACSS), le Ministère de la Santé Malgache, Maître d'Ouvrage, a demandé au groupement FTHM/CIDR de mettre en œuvre un projet portant sur l'élargissement de la couverture du risque maladie aux travailleurs du secteur informel et du secteur indépendant en milieu urbain à Madagascar. Ce projet qui s'inscrit dans la mise en œuvre par le Gouvernement Malgache de la Couverture Santé Universelle sera mis en œuvre dans la commune d'Antananarivo et les communes limitrophes. Il comporte deux composantes :

Composante 1 : Mise en place d'un Réseau de Soins Coordonnés avec des praticiens libéraux (médecins, pharmaciens, laboratoires dans un premier temps) et des services publics (essentiellement des hôpitaux).

L'objectif du RSC est d'améliorer l'accessibilité des populations du secteur informel et des indépendants aux prestataires membres du réseau en améliorant l'efficience (qualité et prix) de leurs prestations.

Composante 2 : Augmenter la portée des mutuelles existantes et assurer leur pérennité

Plusieurs ONGs (Interaide, Positive Planet, MAHEFA) travaillent depuis plusieurs années à la promotion de mutuelles de santé en milieu rural et pour les deux premières en milieu urbain dont la ville d'Antananarivo.

Un réseau s'est constitué de façon informelle et a déjà produit un inventaire des mutuelles à Madagascar.

Suite page 16.



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien

en version numérique à télécharger.

ADRESSES UTILES

Ouagadougou
Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso
Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02

Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Directrice des rédactions

Eliane Bayala

Equipe de reportage

- Aris KUSIELE Soma

- Bernadette Dembélé

- Valentin Mano

- Rélwendé Hervé Roamba

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara

- Francois blanc

- Boureima Sogoba

- Augustin Irwaya Ouedraogo

- Tigiane Antoine Ki

- Blaise Sama

- Jean Paul Yekpaye

- Grégoire Zongo

- Mamadou Goh

- Désiré Guigma

- Jérôme Bissyendé

- Yves Sanou

- Frédéric Po0da

- Valentin Ouedraogo

- Blaise Sama

- Diloma Jacques

- Moumouni Guiro

- Nicole Ouedraogo

- Amédée Silga

- Karim Koala

- Ouaboué Bakouan

- Albert Tarpaga

- Paul Soma

- Arjouman Saganogo

- Joseph Kaboré

- Valentin Singbéogo

- Issa Sepama

- Hermann Toé

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909



Suite page 14.

Les mutuelles promues font face à des contraintes communes liées au faible pouvoir d'achat et à une offre de soins peu performante, de sorte que leur viabilité ne peut être envisagée qu'à moyen terme. C'est dans ce contexte que le Gouvernement s'est résolument engagé sur la voie de la Couverture Santé Universelle dont les mutuelles représentent un des dispositifs d'assurance Maladie. Pour les mutuelles de Santé la CSU est autant une menace si elles sont cantonnées à un rôle d'affiliation parmi d'autres points d'entrée, qu'une réelle opportunité, si les mutuelles parviennent à obtenir de l'Etat l'appui institutionnel et financier pour assurer leur pérennité. Avec l'accord des opérateurs, cette composante du projet a pour but d'apporter un appui technique aux mutuelles existantes afin d'améliorer l'efficience de leur gestion et d'œuvrer à leur pleine intégration dans la CSU. Pour cela, la première étape sera de mettre en place un Système d'Information et de Gestion standardisé et utilisable par les différents promoteurs et gestionnaires des mutuelles. Il s'agira d'étudier avec les opérateurs puis de mettre en place une plateforme de gestion commune aux différentes mutuelles en activité sur la ville d'Antananarivo qui, outre la gestion du SIG, pourra assurer les services communs de gestion (conventionnement avec les prestataires, contrôle des facturations, audit médicaux,...).

Mission

Avec l'appui technique et méthodologique du CIDR, renforcer le mouvement mutualiste émergeant et assurer l'intégration effective des mutuelles de santé et des prestataires privés dans la politique de financement de la santé à Madagascar.

Compte tenu de la durée du projet (18 mois), le transfert des compétences à des cadres/acteurs nationaux (leaders et gestionnaires mutualistes, Ordre des médecins et des pharmaciens, Cadres du Ministère de la Santé en charge de la CSU) sera un axe fort de la mission du Conseiller technique.

Fonctions

Fonctions communes aux deux composantes

- Appui méthodologique aux acteurs nationaux

Il s'agira (i) de proposer une feuille de route pour chacun des acteurs intervenant dans les deux composantes (ii) d'effectuer le suivi des activités (iii) de coordonner les interventions externes : mission de consultances ou d'appui technique et méthodologique.

- Management des connaissances

Compte tenu de la durée du projet, le management de connaissance a pour objectif d'élaborer des outils (document de capitalisation, manuels de procédures, guide de bonnes pratiques) qui pourront être utilisés sans assistance technique à l'issue du projet. Le Conseiller technique

aura pour fonction d'animer cette démarche de capitalisation, et contribuer à l'élaboration des livrables.

- Gestion de l'information

Le Conseiller Technique assurera un suivi de la remontée des données des mutuelles et du RSC vers la plateforme de gestion commune, de leur exploitation et de la production des rapports.

Composante 1 : Création d'un Réseau de Soins coordonné

- Apporter un appui technique à l'Ordre des médecins et à l'Ordre des Pharmaciens, puis aux membres du RCS pour la réalisation des activités qui auront été programmées pour la constitution du réseau de soins ;
- Suivre et adapter les mécanismes de coopération et de contractualisation entre les mutuelles de santé, les prestataires de soins et d'autres acteurs de la santé ;
- Concevoir le système d'information ;
- Appui technique à la réalisation d'enquêtes de satisfaction.

Composante 2 : Augmentation de la portée des mutuelles et pérennité

Mise en place d'une plateforme commune aux mutuelles de santé

- Mettre en place un système d'information des coûts techniques et d'intermédiation des mutuelles ;
- Réaliser des études de coûts par fonctions d'intermédiation ;
- Elaborer des simulations d'évolutions des coûts en fonction de leur niveau d'externalisation et de transfert à la plateforme.

Intégration des mutuelles dans la Couverture Santé Universelle

Gérer les relations, au niveau national, entre le programme, les autorités de tutelle, le Ministère de la Santé et les partenaires au développement dont notamment :

- L'implication du ministère de la santé dans la promotion de l'approche mutualiste ;
- Le dialogue institutionnel pour un cofinancement du système mutualiste par les pouvoirs publics ;
- La mise en place d'un cadre juridique, souple et habilitant les expériences menées, sur les mutuelles de santé.

Poste à pourvoir dès que possible

Ville Madagascar - Antananarivo, avec des déplacements fréquents dans le pays.

Expérience

Formation :

Economiste de la santé (médecin, économiste, gestionnaire).

Expérience professionnelle :

10 ans minimum en économie de la santé dans un pays d'Afrique, dont 5 ans en micro assurance santé de préférence à gestion mutualiste.

Suite page 17.



Jobs Campus

Suite page 16.

- Dialogue institutionnel ;
- Mise en réseau et management des connaissances ;
- Elaboration et mise en œuvre de plans de formation ;
- Gestion de système d'information et maîtrise d'outils informatiques.

Aptitudes

- Dialogue, coaching de groupes (prestataires de soins, leaders mutualistes) ;
- Animation de partenariats et réseau ;
- Sens pédagogique.

Fonctions Coordination, Gestion de projet, En-

cadrement, Direction, Technicien spécialiste
Activités Santé
Localisation(s) géographique(s) Afrique, Madagascar
Contrat CDD
Durée du contrat CDD de 12 mois sur les 18 mois du projet
Salaire / Indemnité Selon grille du CIDR + logement + transport + voyage annuel
Documents à envoyer CV + lettre de motivation
Postuler en ligne <http://cidr.org/Conseiller-technique-expatrie.html>
Date de fin de validité 18/09/2016



Avis de recrutement

Poste: Accompagnateur juridique en C.R.A. (H/F) – Réf. : 2016-36

Contrat : CDI à temps partiel (24h/sem)

Disponibilités : poste à pourvoir à compter du 1er septembre 2016

Lieu : Centre de Rétention Administrative à Geispolsheim (67)

Contexte :

Issu du plus ancien organisme caritatif au monde, L'Ordre de Malte France est une association reconnue d'utilité publique. En France et dans le monde, ses milliers de salariés et de bénévoles agissent pour secourir, soigner et accompagner les personnes fragilisées par la maladie, le handicap ou l'exclusion, et pour former leurs aidants.

La Direction du secourisme et de la solidarité met en œuvre les programmes de lutte contre la précarité (accueil, aide et soins aux sans-abris, aide à la réinsertion), d'aide aux migrants (Centres de Rétention Administrative et Plateforme Familles), et de secourisme/sécurité civile. Elle mobilise près de 50 salariés et 1 700 bénévoles.

Missions :

Au sein du pôle Aide aux Migrants de l'Ordre de Malte France, sous la responsabilité de la « Coordination CRA », il s'agit de tenir, au profit des personnes retenues dans le centre de rétention de Geispolsheim, des permanences juridiques pour :

Informer sur leurs droits les personnes retenues, Conseiller, orienter et guider dans les démarches administratives,

Accompagner juridiquement en rédigeant et en envoyant, tant que de besoin, des recours auprès des juridictions nationales (Cour d'appel, Tribunal administratif) ou su-

pranationales (CEDH),
Aider à la formulation et au dépôt des demandes d'asile, Recueillir les informations de manière à organiser le suivi et l'analyse des situations.
Ville Geispolsheim (67)
Expérience
Bonne connaissance du droit international des droits de l'Homme ;
Bonne connaissance du droit des étrangers français ;
Bonne connaissance du contentieux administratif et judiciaire des étrangers ;
Connaissance de la procédure de rétention ;
Capacité à rédiger des recours contentieux en urgence ;
Expérience de l'accompagnement juridique des migrants d'un an minimum ;
Maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, Outlook...).
Vous êtes diplômé(e) de droit d'un niveau minimum de Master (Master en droit public/contentieux administratif ou Master en Droits de l'Homme particulièrement apprécié) ;

Langues parlées

Vous maîtrisez l'anglais et une autre langue (arabe, russe, chinois, espagnol, italien, allemand, portugais,...).

Qualité du candidat

Savoir faire preuve d'écoute et de patience ;

Avoir le sens des priorités ;

Savoir organiser son travail personnel et travailler de façon efficace en équipe comme en autonomie ;

Etre réactif et savoir transmettre rapidement une information ;

Savoir travailler dans l'urgence et gérer son stress ;

Suite page 18.



Suite page 17.

Contrat CDI

Durée du contrat

Contrat : CDI à temps partiel (24h/sem)

Disponibilités : poste à pourvoir à compter du 1er septembre 2016

Documents à envoyer

CV avec deux références et une lettre de motivation

Email de la personne contact recrutement@ordredemaltefrance.org

Postuler en ligne https://ordredemalte-france.profilsearch.com/recrute/fo_annonce_voir.php?id=155&idpartenaire=20012

Date de fin de validité 30/09/2016



Avis de recrutement

Poste : Stage Relations Monde Economique – H/F

Description

Le WWF France, première organisation mondiale de protection de l'environnement (220 000 donateurs, 2500 bénévoles, 80 salariés, 20 m€ de budget) œuvre depuis 40 ans pour la préservation des milieux naturels et des espèces animales ou végétales les plus menacées, en s'efforçant de mobiliser l'ensemble des parties prenantes : institutions internationales, nationales et locales, entreprises, grand public...

Dans le cadre de votre stage, vous intégrerez le Département des Relations avec le Monde Economique du WWF France et contribuerez au suivi et à l'animation des partenariats existants mais aussi au développement des relations avec d'autres acteurs privés et autres projets potentiels du département en lien avec le Programme Climat, Energie et Infrastructures Durables du WWF France.

Missions

En soutien aux projets et travaux du département vous participerez aux actions suivantes :

Soutien au développement de relations ou partenariats avec certaines entreprises ciblées par le WWF France et notamment pour le Club PME (partenariats WWF France avec des PME françaises)

Participation aux rencontres avec les entreprises partenaires ou ciblées par le WWF France (préparation des réunions, compte-rendu et support au suivi des actions pouvant inclure notamment la co-rédaction de propositions de domaines de collaboration ou partenariats nouveaux) Soutien à la réalisation d'actions de communication, de supports de sensibilisation, organisation d'évènements internes et externes (notamment l'organisation d'ateliers au WWF qui traite d'une problématique environnementale ou d'un programme du WWF, la réalisation de la newsletter destinée aux entreprises partenaires)

Recherches et veille portant sur tous les aspects (financiers, gouvernance, environnementaux etc.) de la RSE en lien avec les entreprises partenaires et les entreprises ciblées par le WWF France et en fonction des besoins du département

Ville Paris

Expérience

De formation supérieure (bac + 4/5, écoles de commerce

ou marketing et communication ou sciences politiques, Master I ou Master II) avec une spécialisation RSE/développement durable/environnement.

Qualité du candidat

- Face à la diversité des situations, vous savez vous montrer dynamique et flexible tout en faisant preuve de rigueur.
- Vous êtes doué(e) pour le travail en équipe et vous faites preuve d'un sens relationnel aigu et d'un bon esprit de synthèse. Vous maîtrisez les outils informatiques et digitaux. Vous avez une bonne connaissance et culture des enjeux RSE et environnement.
- Vous savez être à l'écoute et savez faire preuve de pédagogie, tout en ayant une bonne capacité rédactionnelle. Créatif et réactif.
- Vous êtes autonome et force de proposition et vous êtes motivé(e) pour occuper un poste exigeant. Vous avez réalisé plusieurs stages réussis et vous êtes motivé(e) par le secteur associatif et le monde de l'entreprise.

Fonctions: Coordination, Gestion de projet

Activités: Agriculture, Environnement, Economie, Finance, Administration

Localisation(s) géographique(s) Europe, France

Contrat: Stage

Durée du contrat

Stage conventionné de 6 mois – temps plein

Démarrage fin août – début septembre 2016

Salaire / Indemnité

Indemnité de stage : 3.60 € bruts / heure + Remboursement 50% du titre de transport + tickets restaurant

Lieu du stage : 1 carrefour de Longchamp, Paris 16

Déplacements ponctuels à prévoir (à préciser selon les événements prévus, type salons, séminaires...).

Documents à envoyer

Vous êtes fortement sensibilisé aux problématiques environnementales et vous vous reconnaissiez dans les missions du WWF ? Merci d'envoyer votre CV et lettre de motivation à l'adresse recrutement@wwf.fr en précisant impérativement en objet la référence « Stage Partenariats ME 2016 ». Nom de la personne contact

Mélanie DOUCE Email de la personne contact recrutement@wwf.fr

Date de fin de validité 17/08/2016



Avis de recrutement

Poste : La FIDH recherche un.e Responsable du Bureau ANMO (référence RANMO-07-16)

Description

La FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme) est une organisation non gouvernementale internationale basée à Paris dont la vocation est de favoriser le respect des principes inscrits dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme. La FIDH fédère 178 associations nationales de défense des droits humains actives sur les cinq continents.

Le/la responsable du Bureau Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO) travaille sous la responsabilité de la Direction générale exécutive (DGE) et la supervision du Directeur des opérations (DOP).

Sa mission consiste, en coordination avec les personnes concernées, à élaborer la stratégie d'action de la FIDH dans cette zone, coordonner, mettre en œuvre les activités sur la zone, en faire le rapport et l'évaluation, et encadrer l'équipe du bureau:

Élaborer la stratégie d'action du bureau en concertation avec le Directeur des opérations (DOP), la Direction générale exécutive (DGE), et les membres du bureau international de la FIDH

Élaborer la stratégie du plan pluriannuel de la FIDH concernant la région

Élaborer la programmation annuelle des activités et proposer les éventuels réajustements

Élaborer des programmes d'action spécifiques à destination des bailleurs de fonds et assurer leur gestion

Développer la stratégie de communication du bureau en concertation avec les bureaux Presse, Web, Communication

Animer et renforcer le lien avec les acteurs internes et externes

Animer et développer les relations avec les organisations membres et partenaires de la FIDH

Animer les relations avec les membres du Bureau international, du Bureau exécutif, les chargés de mission de la FIDH concernés par l'activité du bureau et la Présidence quand nécessaire

Animer les relations avec les autres bureaux (thématiques, régionaux et de représentation auprès des organisations intergouvernementales (OIG)), et les bureaux communication, presse et web, au sein du Secrétariat international.

Mettre en œuvre les activités du bureau

Superviser et mettre en œuvre :

les missions (d'enquête, d'observation judiciaire, de soli-

darité et de plaidoyer national) et les ateliers les activités de dénonciation et d'alerte les activités de plaidoyer (notes de plaidoyer, saisine des mécanismes internationaux de protection des droits humains et organisation de missions de plaidoyer) en concertation avec la Direction OIG et les délégations la production/traduction/diffusion de publications externes de la FIDH

les actions de communication du bureau
Coordonner l'accompagnement, par l'équipe du bureau, des défenseurs des droits humains et de partenaires du terrain

Rendre visibles, en interne et en externe, les activités menées par le bureau et les résultats obtenus

Assurer la représentation de la FIDH, auprès de bailleurs, d'États, de médias ou d'autres ONG. Développer des partenariats avec ces interlocuteurs.

Élaborer et suivre les budgets du-des programme-s du bureau.

Assurer le reporting et l'évaluation des activités du bureau

Assurer la fluidité de la remontée de l'information auprès de la DOP et de la DGE sur les activités menées et leur suivi

Superviser et finaliser le reporting

Évaluer les activités et les résultats du bureau et les mettre en perspective, en concertation avec la DOP

Élaborer les rapports narratifs pour les bailleurs de fonds

Élaborer la partie du rapport annuel de la FIDH concernant l'activité du bureau.

Encadrer l'équipe du bureau

L'animer et la former

Superviser, organiser, et évaluer son travail

Assurer le tutorat des stagiaires

Assurer la gestion logistique et administrative liée aux activités

Ville Paris

Expérience

Au moins 6 ans d'expérience professionnelle dans une fonction similaire et une expérience professionnelle menée sur cette zone.

Connaissance approfondie de la région Afrique du Nord-Moyen-Orient et des enjeux politiques et en matière de droits humains

Niveau de formation de type Master 2 en droit, relations internationales, droits humains

Langues parlées

Maîtrise de l'arabe, l'anglais et du français

Suite page 20.



Nouvelles des Campus

Suite page 19.

Qualité du candidat

Capacité à travailler sous pression, en équipe et avec autonomie

Attachement aux objectifs de la FIDH et motivation pour le travail dans le secteur non lucratif

Qualités d'analyse, rédactionnelle et de représentation indispensables

Fonctions Autre

Activités Droit

Localisation(s) géographique(s)

ce

Contrat CDI

Durée du contrat

Contrat à durée indéterminée (CDI), basé au siège de la FIDH à Paris, à partir du 1er septembre 2016

Europe, Fran-

ce

Date de fin de validité 08/08/2016

Salaire / Indemnité

Rémunération annuelle à partir de 38 000 euros brut (sur 13 mois) selon expérience. Un recrutement à un niveau différent sur la base d'un profil de poste modifié reste possible.

Documents à envoyer

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre de motivation et CV incluant deux références professionnelles), jusqu'au 8 août 2016, en indiquant dans l'objet de votre email la référence du poste (RANMO-07-16) à l'adresse:

recrutement-ranmo-07-16@fidh.org

Email de la personne contact recruitement-ranmo-07-16@fidh.org

BURKINA FASO
GENDARMERIE

Collaborons pour bouter le grand banditisme et le terrorisme de notre pays

Une Force Humaine !